

Mercredi 21 Février 1872

PAIX DU NUMÉRO : — Départements : 45 CENTIMES.

Les Manuscrits ne seront pas rendus

RÉDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123

Directeur politique gérant : LÉONCE DÉTROYAT

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Versailles, 20 février.

Le ministre des Etats-Unis, M. Washburne, a présenté ces jours derniers à M. Thiers M. Boker, le nouveau ministre des Etats-Unis à Constantinople, lequel doit partir prochainement pour prendre possession de son poste.

Le préfet des Bouches-du-Rhône, M. de Kératy, a dîné hier soir chez M. Thiers.

Angleterre

Londres, 19 février.

Le budget de la guerre, déposé vendredi à la Chambre des Communes, constatait une diminution de 1,027,900 liv. st. dans les dépenses qui sont évaluées à 14,824,500 liv. st. et de 12,547,400 pour le service effectif et 2,277,100 pour le service non effectif.

Le nombre d'hommes des armées est, pour 1872, de 133,619 au lieu de 135,407 l'année dernière, soit une réduction de 1,388 hommes.

Londres, 19 février, soir.

Les Français résidant à Londres ont tenu un meeting samedi, pour contribuer au paiement de l'indemnité de guerre de la France. Un comité a été formé sous la présidence de M. Gantner. La souscription faite par eux qui assistaient au meeting s'élève à 2,000 liv. st. (50,000 fr.)

Londres, 20 février.

Les deux sociétés des câbles transatlantiques actuels sont arrivées à une entente d'après laquelle la Société du câble français entreprend de poser un nouveau câble entre l'Angleterre et l'Amérique.

Belgique

Bruxelles, 19 février.

L'indépendance belge publie une dépêche d'Anvers disant que le comte de Mont et le baron Charrette sont arrivés. MM. Baragnot et Ernoul sont repartis pour Versailles.

Hier a eu lieu une réunion intime chez le comte de Chambord. On fait des préparatifs pour une grande réunion qui aura lieu jeudi.

Le comte Straton Ponthoz, le lieutenant général Lenens et M. Peyck, gouverneur de la province, ont été reçus par le comte de Chambord.

Espagne

Madrid, 19 février, 5 h., soir.

La crise ministérielle continue. La journée s'est passée en conférences entre les ministres et les unionistes en vue d'arriver à une fusion.

Le roi a conféré aujourd'hui avec l'amiral Topete et M. Sagasta. La formation d'un nouveau ministère de conciliation, dont les principaux membres seraient MM. Sagasta et Topete, est considérée comme probable.

Madrid, 19 février, 11 h., soir.

Le roi a fait appeler M. Sagasta, le chargeant de former un ministère manifestement de plus le désir que le nouveau cabinet soit un ministère de fusion.

M. Sagasta a demandé vingt-quatre heures à Sa Majesté pour lui donner réponse. Les collègues de M. Sagasta, dans le précédent cabinet, ainsi que le comité central progressiste, se sont déclarés favorables à l'acceptation par M. Sagasta de la mission qui lui est donnée par le roi.

Madrid, 20 février, matin.

Un cabinet de fusion sur la base du programme présenté par M. Sagasta aux Cortès sera probablement formé aujourd'hui.

Italie

Rome, 19 février.

L'Observateur romano dit que le pape, recevant hier plus de mille fidèles romains, leur a recommandé, entre autres choses, de prier pour l'Assemblée nationale d'une grande nation, qui doit s'occuper prochainement des intérêts du Saint-Siège, et au sein de laquelle quelqu'un prendra la défense de la papauté. « Il faut prier, a-t-il dit, pour que les résolutions prises soient avantageuses pour cette nation et pour le Saint-Siège. »

Le prince Frédéric-Charles de Prusse a rendu visite aujourd'hui au prince Humbert et à la princesse Marguerite. Contrairement à son premier projet, le prince séjournera ici quelque temps avant de se rendre en Egypte.

On assure que la Chambre des députés reprendra ses séances au commencement de mars.

M. Lanza, président du conseil, est parti pour Naples.

La Gazette officielle publie un décret supprimant la législation italienne à Carlsruhe.

L'Opinion croit que la Chambre sera convoquée à nouveau pour le 28 février.

États-Unis

New-York, 19 février.

Les journaux discutent l'enquête, pendant de la Chambre, relative aux ventes d'armes à la France pendant la dernière guerre; ils blâment le gouvernement d'avoir permis ces ventes.

Washington, 19 février, soir.

La Chambre des représentants a adopté le bill abolissant les droits sur le thé et le café.

Rome, 19 février.

PARIS, MARDI 20 FÉVRIER 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

Le projet de loi relatif à la réorganisation du conseil d'Etat venait hier à l'Assemblée en première lecture. Parmi les orateurs entendus dans cette intéressante discussion, les uns, comme M. Gambetta, ont contesté l'opportunité qu'il y avait à la soulever dans les circonstances présentes, sans connaître la forme définitive de notre gouvernement futur; d'autres, comme M. Raudot, ont contesté, au nom de l'expérience déjà faite, l'utilité d'une institution à la fois politique et administrative, judiciaire et gouvernementale, telle que le conseil d'Etat. En pareille matière, on résiste peu au penchant de voir le passé dans le présent et de juger ce qui sera par ce qui fut; de discuter, les enseignements de l'histoire à la main, en fermant volontairement les yeux aux nécessités qu'elle a méconnues et qui n'en subsistent pas moins pour cela. Une telle question est, en outre, si complexe et se rattache à tant d'autres questions graves, qu'elle demande à n'être point jugée à la hâte et sous un point de vue exclusif emprunté à la théorie pure ou à l'histoire.

En présence des évolutions auxquelles se livrent les partis monarchiques de l'Assemblée, l'attitude des différentes fractions, centre gauche ou gauche républicaine, prend une importance toute particulière. Le premier de ces groupes a tenu hier une réunion extraordinaire à l'hôtel des Réservoirs, sous la présidence de M. Bertauld.

Le manifeste des 80, le voyage des députés délégués par la droite auprès du comte de Chambord, à Anvers, a fait naturellement l'objet des délibérations. Deux opinions paraissent s'être formulées, et avoir été principalement débattues, à propos de la conduite que ces circonstances doivent imposer au centre gauche. Celle qui tendrait à une initiative hardiment prise, et correspondante à l'initiative monarchique, devant laquelle les légistes n'ont pas reculé, aurait été abandonnée pour un parti d'expectative et de temporisation, dont M. Ricard se serait fait l'avocat.

C'est ce qu'on termes vulgaires on appelle « voir venir ». Le centre gauche aurait en même temps résolu, comme l'avaient fait déjà la gauche modérée et l'union républicaine, de se mettre en relation avec les diverses opinions qui se rapprochent de son programme; et deux commissions spéciales auraient été élues; l'une pour s'entendre avec les commissions parallèles instituées par les autres groupes républicains; l'autre pour correspondre avec le gouvernement.

En Angleterre, la nomination de sir Collier comme conseiller de la Couronne vient d'être l'objet d'un bill de censure proposé contre le cabinet dans la Chambre des communes. On se rappelle peut-être qu'une motion analogue a été repoussée à la Chambre des lords par une majorité de quelques voix. Après une discussion où de

de nombreux orateurs du parti libéral et du parti conservateur ont successivement pris la parole, et sur une défense assez embarrassée de M. Gladstone, qui a plaidé l'interprétation de la loi, plutôt que la loi elle-même, le gouvernement de la reine a encore traversé ce cap des Tempêtes, grâce à un faible écart de 26 voix en sa faveur.

Les dernières dépêches qui nous parviennent de Madrid annoncent la formation d'un cabinet fusionniste sous la présidence de M. Sagasta, qui ne s'est décidé qu'après de longues hésitations et sur l'assurance qu'il serait soutenu dans sa politique future par le comité central progressiste.

QUESTION DU JOUR

LA RÉORGANISATION DU CONSEIL D'ÉTAT

La Chambre a discuté hier, en première lecture, le projet de loi relatif à la réorganisation du conseil d'Etat. Nous avons déjà eu l'occasion de dire notre sentiment sur le fonds même du débat; nous n'y reviendrons pas, en ce moment du moins, autrement il nous faudrait suivre chacun de ces orateurs qui se sont succédé à la tribune à travers les développements historiques auxquels ils se sont livrés. Or, nous n'avons aucun droit pour ces sortes de discussions. Il est entendu que l'Assemblée perdra, chaque semaine, plusieurs heures en débats rétrospectifs; l'autre jour, c'était à propos du rôle des contributions directes; hier, c'était au sujet du conseil d'Etat de l'Empire; il fallait bien qu'un orateur se levât pour flétrir cet instrument de despotisme. L'honorable M. Lefèvre-Pontalis s'est acquitté de cette tâche au milieu de l'indifférence générale, et s'y est égaré pendant près d'une heure.

Nous n'avons pas tant de temps à perdre, et nous irons tout droit au seul discours un peu pratique qui ait marqué cette séance : nous voulons parler des observations présentées par M. Gambetta.

Après avoir répondu en quelques paroles énergiques aux attaques passionnées dont le conseil d'Etat est depuis quelque temps l'objet, de la part de certaines médiocrités vaniteuses, après s'être étonné qu'on pût faire un « pareil procès à cette création qu'on ne retrouve pas dans les autres pays, avait été une des meilleures créations de la monarchie », le chef du parti radical a développé cette idée : c'est que le conseil d'Etat doit avoir une organisation parfaitement harmonique au pouvoir central et à la forme de ce pouvoir. D'où cette conclusion, qu'en un pays où la forme du gouvernement définitif n'est pas encore arrêtée, il est impossible de songer à organiser ainsi, en l'air, et sans savoir où l'on va, un corps aussi considérable.

Supposons, en effet, avec M. Gambetta, que la Chambre rétablisse la monarchie traditionnelle ou la monarchie parlementaire, croit-on que le roi, quel qu'il fût, s'accommoderait volontiers d'un conseil d'Etat émané d'une autre autorité que la sienne? Quant à la République, la République de M. Gambetta, « qui ne peut être un gouvernement qu'à la condition d'assurer à la fois l'ordre au dedans et de relever la France au dehors », croit-on qu'il lui soit loisible de se prononcer dès à présent sur la forme définitive à donner à l'institution du conseil d'Etat?

M. Gambetta ne le croit pas; nous, nous plus. La réorganisation du conseil d'Etat touche au grave problème de la constitution définitive du pouvoir; c'est une question constitutionnelle qui ne peut être définitivement tranchée quant à présent.

L'Assemblée n'a pas été de cet avis. Dans son désir de toucher à tout, de tout régler dès maintenant et de tout préparer à l'avance, elle a déclaré passer à la seconde lecture du projet.

Faut-il dire que nous regrettons un vote aussi manifestement contraire au pacte de Bordeaux? En les temps troublés où nous vivons, la sagesse commande de ne rien précipiter, de ne rien précipiter; le patriotisme ordonne d'éviter toutes les questions autres que les questions de réorganisation et de régénération nationale. Les finances, l'armée, l'instruction publique, voilà les seuls sujets dignes d'occuper, en ce moment une Assemblée vraiment nationale. Tout ce qu'elle perdra de temps, tout ce qu'elle consumera d'efforts stériles à trancher prématurément les questions réservées, la France ne le lui pardonnera pas.

ALBERT DURUY.

La Réunion du centre gauche

Le centre gauche a tenu hier lundi, à midi, une réunion extraordinaire à l'hôtel des Réservoirs, sous la présidence de M. Bertauld.

Un certain nombre d'orateurs ont rappelé plus ou moins sommairement les faits dont on s'entretenait depuis une semaine, c'est-à-dire le programme de la droite et la lettre d'adhésion du centre droit, ainsi que les voyages de plusieurs députés à Anvers auprès du comte de Chambord. D'autres membres de la réunion ont de nouveau soutenu qu'il importait au parti républicain d'aviser promptement en présence de l'attitude des partis monarchiques et des agissements des bonapartistes.

M. Ricard a développé cette pensée, qu'il ne fallait, au contraire, prendre aucune résolution avant de connaître les Manifestes dont on parle, mais qui, en définitive, sont inconnus jusqu'à présent d'un grand nombre de membres de l'Assemblée nationale.

Le centre gauche a adopté une mesure qui avait déjà été prise la veille par la gauche modérée et l'Union républicaine : une commission a été instituée à l'effet de s'entendre avec les comités des autres réunions.

La commission du centre gauche doit également, dit-on, se mettre en rapport avec le gouvernement.

REVUE DES JOURNAUX

LA PRESSE ET LE MANIFESTE DES 80

La politique n'est point faite de désirs et d'espérances, mais de réalités. Les journaux légitimistes s'en rendent bien compte que personne, et la Gazette de France, que ses antécédents, les infidélités d'intention commises à la virginité du drapeau blanc, laissée pour toujours suspecte de tendances révolutionnaires et d'esprit moderne, n'ose présenter la monarchie constitutionnelle, qu'on fonde elle désire, comme une éventualité lointaine dont l'esprit animerait momentanément le provisoire, mais sans en modifier l'organisme.

Elle sent que les nécessités qui ont imposé le gouvernement de salut public de M. Thiers n'ont pas cessé de subsister.

Au présent, dit-elle, la laborieuse liquidation de nos désastres, la réorganisation du pays; à l'avenir, sa reconstitution.

Parlant des signataires du manifeste, députés de la droite et du centre droit, elle ajoute :

Ils ont contribué à fonder le gouvernement actuel; ils continueront à le soutenir; ils ne lui demandent que de pratiquer résolument, efficacement la politique conservatrice, sans laquelle tous les progrès seraient vains, toutes les améliorations stériles. En indiquant les voies de l'avenir, ils ne cherchent pas à troubler le présent; ils le soulagent au contraire d'une immense préoccupation; ils détournent les esprits légers et impatientes de la foule d'attendre encore une fois se livrer à de grossiers et de funestes expédients.

Malgré ces atténuations et ces atténuations, la prudente Gazette, écrivant cette fois

sous l'inspiration du politique M. de Falloux, laisse échapper ses espérances pour l'avenir de cette politique nouvelle qui déteindrait si bien sur le provisoire, qu'elle arriverait presque à nous en donner un nouveau.

Une grande épreuve va se tenter. Notre malheureux pays sera-t-il capable de se sauver lui-même? S'il apporte dans cette opération patriotique la patience et la résolution nécessaires; s'il sait attendre le moment, le préparer et le saisir; s'il déploie dans cette œuvre suprême les qualités de modération et d'énergie qui font le succès des grandes causes, il aura inscrit la plus belle des pages dans les fastes de son histoire.

L'Union, restant dans la logique véritable des principes, proteste en leur nom contre toute espèce d'adhésion apparente aux exigences de l'esprit moderne, qui ne serait au fond qu'une abdication déguisée des idées qui ont fait la force et l'originalité incontestable du parti légitimiste, se présentant au milieu de nos ruines sociales, de notre critique universelle et du débordement de nos ambitions démocratiques, comme l'incarnation respectable et immuable de la tradition, de la hiérarchie et de l'ordre divin, puisant à la politique humaine se déclare impuissante.

Faire des programmes d'union monarchique, dit excellemment l'Union, sans la monarchie, est plus que de la chimère; si quelques-uns des chercheurs d'union ne nous étaient pas connus, nous leur aurions leur erreur par un mot plus sévère; mais la bonne foi a droit au respect, même quand elle se trompe.

Malgré ces précautions oratoires, la vérité et la logique paraissent à l'Union d'un intérêt supérieur à la bonne foi, alors surtout qu'elle sert d'exuse à l'erreur.

La monarchie constitutionnelle serait possible en France si nous avions une hiérarchie sociale organisée, des libertés protégées par l'habitude des grands devoirs, un esprit national qui nous mûrissent; en un mot, cet ordre naturel et traditionnel que présente l'aristocratie anglaise.

Jusqu'à-là, dit-elle, restons en présence de nous-mêmes, pauvre nation que nous sommes, émettez sans cohésion, sans subordination, sans principe, sans foi, et qui, dans cette dispersion totale de volontés et d'idées, parle néanmoins encore d'OPINION NATIONALE, de VOLONTÉ NATIONALE, et même de DRAPEAU NATIONAL, comme si ces mots avaient un sens en dehors de ce qui nous a constitués à l'état de peuple, c'est-à-dire en dehors du christianisme, en dehors de l'Eglise, en dehors de la monarchie elle-même, expression substantielle de nos lois de vie.

En cet état de choses, où l'idée de l'opinion nationale est reconstituée, puisqu'elle n'existe pas, elle ne peut l'être que de deux manières : ou en s'adressant au droit historique, à la monarchie traditionnelle qui s'impose au pays comme inspirée de Dieu, — ou par la politique révolutionnaire et le suffrage universel qui est le pays faisant ses affaires en prenant conseil de sa seule responsabilité et des résultats heureux ou malheureux qui l'attendent, s'il les fait mal.

La logique parlementaire où va-t-elle, conclut l'Union, sinon à la République, quelle qu'elle doive être : République du 4 septembre, République du 18 mars, République de Bordeaux, ou République de la Commune; il n'importe! La logique parlementaire est maîtresse; et plus elle est effroyable, plus elle est souveraine.

L'Union n'est pas moins explicite :

Ce qu'il y a de plus apparent, dit-il, dans cette œuvre encore inédite, ce sont les principes d'union. Les constituants de la droite modérée commencent et terminent tout d'abord à convertir dans l'arche la liberté de la presse. C'est au moins du zèle à contre-temps. Dans l'état presque désespéré où se trouvent l'opinion et le pays, sauver la presse, cet engin de perpétuelle destruction, n'était pas ce qu'il y avait de plus urgent. La droite mitigée se rallie d'ailleurs à l'ensemble des principes de la République; elle confesse à nouveau les importants principes : c'est sa seule assise qu'elle paraît naïvement se proposer de réédifier la monarchie.

Nous ne suivons pas l'Union dans ses démonstrations. Elles ne tendent d'ailleurs à rien moins qu'à faire éclater au grand jour l'insanité de la déclaration des droits de l'homme, sur laquelle vit la France contemporaine, et à laquelle se rattache indirectement, comme toute autre charte constitutionnelle, le

manifeste des 80. C'est le pur droit traditionnel, la constitution tirée de l'histoire, la politique des Bonald et des de Maistre. Nous n'avons pas fait un pas. La liberté de la presse est de trop.

Après cela, nous ne pouvons qu'approuver la critique du Soir, au sujet de la possibilité de cette évolution monarchique, préconisée par tous les ambitieux en quête d'une secrétairerie d'Etat.

Et, cependant, M. About, qui a la plume, suppose pour le manifeste un succès que, pour notre part, nous ne redoutons pas.

La plus belle victoire parlementaire, dit-il, où nos 80 manifestants puissent prendre est un vote qui donnerait 400 voix à la monarchie. Une majorité de 400 voix dans une Assemblée de 750 représentants suffit dans les affaires courantes; il n'en faut pas davantage pour élire un questeur ou pour trancher la question des matières premières. Mais ce n'est pas ce qu'on appelle une majorité constituante. Rappelez-vous ce que nous disions tous en mai 1870, à la veille du plébiscite : si Napoléon n'a pas plus de cinq millions de voix, contre quatre millions de non, il est perdu.

Elu par 400 députés, Henri V pourrait bien se déclarer saisi et monter sur le trône; mais tous les hommes de bon sens avouent qu'il n'y aurait pas à son aise et qu'il n'aurait pas le droit de s'y endormir.

Tout cela est parfaitement juste et le Journal de Paris ferait bien d'y réfléchir avant de nous assigner au prochain couronnement d'un monarque consenti.

ECHOS PARLEMENTAIRES

La physionomie de la séance indique bien que l'intérêt du moment est aux réunions extra-parlementaires.

La discussion sur le projet de loi relatif à la réorganisation du conseil d'Etat s'ouvre devant un auditoire aussi distrait que clairsemé. A droite, on colporte des imprimés, on échange des lettres, des communications, on a même pas l'air de se soucier qu'il y ait quelqu'un à la tribune, et que ce quelqu'un parle de choses du plus haut intérêt, et qu'il a l'air de savoir. C'est M. Lefèvre-Pontalis (Antonin) qui combat le projet de la commission en ce qui concerne le mode de nomination des conseillers d'Etat.

M. Thiers est arrivé vers deux heures et demie au banc des ministres, mais il ne tarde pas à se retirer. L'attitude de la Chambre l'a sans doute rassuré sur le sort du projet.

On écoute avec quelque attention M. Bardoux; les bancs s'emplissent pendant le discours de M. Raudot; la salle est au complet quand M. Gambetta monte à la tribune.

J'ai vu rarement plus vif et plus universel mouvement d'attention se produire, qu'à l'apparition de M. Gambetta. Dans les tribunes, ce fut une houscoulade générale : les derniers rangs de spectateurs se jetant brutalement sur le dos des premiers; les premiers s'ouvrant de force et s'épaississant jusqu'à ce qu'on y étouffât.

Au moins l'attente du public fut-elle pleinement justifiée.

Quand vous aurez lu le discours, vous ne comprendrez pas que la Chambre n'en ait pas été plus touchée.

Pour la forme, M. Gambetta est toujours ce que vous savez : vraiment orateur. La chaleur, l'abondance, le naturel, il a conservé toutes ses qualités magistrales. La voix est bien un peu enrouée; elle n'a plus sa sonorité, elle semble renfermée dans la gorge; je ne sais quels obstacles qui le brisent et l'étouffent; mais ce n'est là qu'une imperfection qui disparaît dans l'ensemble harmonieux des autres puissants moyens oratoires de M. Gambetta.

M. Rouher est arrivé de très bonne heure à son banc. Il avait en mains un volumineux imprimé parlementaire, qu'il n'a point quitté de toute la séance : c'était sans doute le Rapport présenté par M. Socrate au nom de la

On indique 176 signatures, à l'heure actuelle, pour le manifeste. Les auteurs du manifeste espèrent arriver à 400 signatures.

M. Baragnot qui était allé rendre visite au comte de Chambord à Anvers, est revenu hier soir à 11 heures à Versailles.

On imprime en ce moment à la suite du rapport de M. Delpit sur le 18 mars, des rapports partiels de MM. de Saint-Pierre, de la Rochetulle, de Chamillard, de Cumont, Vacherot et autres, sur la garde nationale, les départements, la presse, les municipalités parisiennes, etc.

La réélection de M. Baze à la questure est malheureusement assurée.

Le bruit avait couru que des troupes avaient été consignées hier; nos renseignements particuliers nous permettent d'affirmer que cette nouvelle est tout à fait inexacte.

Une dépêche de Lyon, que nous recevons à l'instant, nous apprend que le comte Andrássy, ministre des affaires étrangères d'Autriche, est arrivé hier soir dans cette ville.

Encore une grève à l'horizon. Les apprentis de tulle, à Lyon, ont menacé les patrons d'arrêter leur travail. Rien à craindre cependant pour la tranquillité publique. La situation est calme, et la tranquillité assurée. Cette industrie n'occupe d'ailleurs que 300 ouvriers.

Des élections pour le conseil général ont eu lieu hier à Bourges, dans les Alpes-Maritimes. M. Layet, candidat conservateur, a été élu à une forte majorité.

Le prince Napoléon a dû arriver hier à Rome, où il a fait rétenir des appartements.

BOURSE DU 20 FÉVRIER	Précéd.	Premier	Plus	Dernier
3 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
4 1/2 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
5 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
6 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
7 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
8 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
9 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
10 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
11 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
12 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
13 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
14 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
15 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
16 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
17 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
18 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
19 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
20 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
21 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
22 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
23 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
24 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
25 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
26 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
27 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
28 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
29 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30
30 0/0	95 35	95 30	95 35	95 30

Dernier cours	OBLIGATIONS	Précéd. cours	Dernier cours	Banq. Paris	Banq. Alg.
56 35	Départ. de la Seine	213 75	213 75		
56 50	Ville, 1855-1860 ..	336 25	333 75		
57 00	— 1865 ..	336 25	333 75	1 25	2 50
57 10	— 1880 ..	371 25	370 00		
91 35	— 1871 non int.	251 50	249 50		
91 40	— 1876 1/2 ..	320 00	318 00		1 50
507 50	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
507 50	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
3600 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
920 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
828 75	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318 00		
500 ..	— 1880 1/2 ..	320 00	318		

commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet d'établir des peines contre les affiliés à l'Association internationale des Travailleurs, rapport que l'on venait de distribuer aux députés. M. Rouher n'a interrompu sa lecture que pour écouter M. Gambetta, et s'entretenir quelques instants avec M. Moulin et M. Prax-Pariès.

Plusieurs députés, entre autres MM. Martel et Deseilligny, sont venus lui serrer la main. Il occupe, d'ailleurs, tout contre le couloir qui sépare les bancs de la droite du pourtour, une place très gênante : quantité de députés qu'il connaît passent et repassent à tout instant devant lui, et ne s'arrêtent pas à le saluer; il lui répugne de faire les avances de ce banal échange de politesses, et sa contenance devient la plus embarrasée du monde.

M. Rouher n'est parti qu'après que la séance a été levée. Il a retrouvé dehors MM. et Mme Rouher, M. G. Rouher, qui avait assisté à la séance dans la tribune des journalistes, et Mme Gavini, qui l'accompagnait jusqu'à la gare.

Encore un petit détail. A la séance de samedi dernier, M. Rouher qui, comme vous le savez, est très chauve, s'était fait une magnifique tète carolingienne en ramenant avec le plus grand art tout ce qui lui reste de cheveux aux tempes et à l'occiput; coquetterie de la première entrevue. Hier, les précieuses mèches s'ajustaient à leur gré et laissaient à l'air et à la découverte de larges espaces dénudés. Evidemment, M. Rouher traite déjà l'Assemblée en personne de connaissance et ne se met plus en frais pour elle.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Le Mémorial des Deux-Sèvres nous apprend que M. Gambetta doit se rendre, le 20 février, à Saintes, pour prendre devant les assises la défense de l'Indépendant et des Travailleurs de Rochefort, poursuivis, sur la demande de l'Assemblée, pour outrage à la commission des grâces.

On a beaucoup parlé dans ces derniers temps du déclassement des principales places fortes du Nord, et d'un système qui allait bientôt remplacer tout le vieux système de fortifications de Vauban, et permettre à ces villes si manufacturières de donner à leur industrie une nouvelle extension, n'étant plus arrêtées désormais par l'enceinte étroite des murs.

Le Pas-de-Calais tient de source certaine que le gouvernement, loin de songer à proposer le déclassement de plusieurs des places fortes du Nord, est, au contraire, décidé à accroître leur système de défense.

Il en est ainsi spécialement pour la ville d'Arras, qui sera conservée comme place de guerre, et protégée par des ouvrages extérieurs contre les chances de bombardement. La municipalité d'Arras échouerait infailliblement dans des démarches qui tendraient à faire modifier une résolution définitivement arrêtée.

Le démantèlement d'une partie des remparts, voilà peut-être tout ce qu'il serait possible d'obtenir.

L'Impartial du Loiret nous annonce que la Chambre d'agriculture du Loiret a examiné dans sa dernière séance la question des taxes à établir sur les matières premières similaires aux produits de notre agriculture. Devant cette nécessité impérieuse de trouver de l'argent, elle demande qu'un droit de 100/0 soit établi sur les laines étrangères. Elle regarde ce droit comme à peine compensateur de tous les impôts qui pèsent sur la production de la laine, et le réclame, non point à titre de protection, mais pour rester, quant aux charges, sur un pied d'égalité parfaite avec le producteur étranger.

Ce pauvre Voltaire, à peine remis des pénibles émotions de la guerre civile, restauré et réinstallé sur le boulevard qui porte son nom, n'est pas destiné à jouir d'une longue tranquillité, à en juger par la pétition qui circule en ce moment pour demander la destruction de sa statue élevée à Paris.

La Dictionnaire nous donne les termes de cette pétition :

Tant que la France ne sera pas voltairienne, dit-elle, tant qu'elle adorera le Dieu de Clovis, de Charlemagne et de saint Louis, tant qu'elle demeurera le royaume très chrétien et la fille aînée de l'Eglise, Voltaire n'a pas le droit d'avoir une statue dans la capitale du peuple français.

La Mascarade, de Lyon, publie sous ce titre : *Le Carême à Versailles*, une boutade extrêmement originale. Ce journal donne la liste des divers prédicateurs qui se feront entendre cette année à Versailles. Voici quelques noms cueillis au hasard :

Le R. P. Jules Favre, de l'Ordre des Récollets : *Considérations sur les lamentations de Jérémie*.

Le R. P. Baragnon, de l'Ordre des Jésuites : *Dixit dominus meus Dominus meo : sede a dextreis meis, c'est-à-dire Henri V m'a dit : « Asseyez-vous à la droite ».*

L'abbé Trochu, du diocèse de Buzenval : *Comment un chrétien doit sortir... du monde et quelle est la meilleure des retraites.*

Le P. Jean Brunet, de l'Ordre des Trappistes : *Heureux les simples d'esprit, car le royaume des cieux leur appartient.*

Le P. Ernest Picard, des Missions-Etrangères : *Gloire à Adolphe dans les cieux et paix sur la terre aux ambassadeurs de bonne volonté.*

L'abbé Barthélemy Saint-Hilaire, vicaire général de Versailles : instruction sur le commandement : *Un seul Thiers tu adoreras et aimeras parfaitement.*

S. E. Mgr Adolphe : *Nombreux sermons sur un seul péché capital : l'orgueil.*

Nous prédisons un grand succès à l'abbé Trochu.

Le général Ducrot intenta un procès à l'Emancipation, de Toulouse, qui l'a injurié dans un article spécial intitulé : *Le général Deux-Heures-Trop-Tard.*

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

MODE DE NOMINATION DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

MM. le baron de Rothschild, le baron Mallet et Durand ont été entendus hier par la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au mode de nomination du gouverneur de la Banque de France.

Ces messieurs ont exprimé l'avis qu'il n'y a point lieu d'écarter au gouvernement le moindre parcelle de l'absolue liberté de choix dont il a joui jusqu'à présent.

LE RENOUVELLEMENT PARTIEL

Hier, la 7^e commission d'initiative parlementaire était réunie pour entendre les rapports de M. Princeteau, son président.

1^o Sur le projet de dissolution, présenté par M. Louis Blanc et ses collègues ;

2^o Sur le projet Denfert-Rochereau, demandant le renouvellement partiel ;

3^o Sur le projet Guibault, ayant le même objet par des voies différentes.

La commission s'était précédemment prononcée contre la prise en considération des trois projets.

Mais, sous prétexte que l'affermissement de la République formait un des considérants du projet Louis Blanc, l'honorable rapporteur a cru pouvoir induire de la non prise en considération que la commission d'initiative avait préféré le rétablissement de la monarchie légitime constitutionnelle.

Mais il n'a pas été dit un mot de tout cela, s'est écrit M. Langlé.

Mais c'est une manifestation et non pas un rapport, a ajouté M. de Marcère.

M. le baron Chaurand, quoique légitimiste, est intervenu avec beaucoup de tact pour les changements nécessaires à faire au rapport.

« Je demande à faire une observation pour ce qui me regarde, a dit M. Ducuing.

« Quoique républicain de principe, je ne voudrais pas de la République au prix d'une guerre civile. Prenez garde, messieurs, de provoquer à la guerre civile en voulant ramener la monarchie. Je livre ma réflexion à M. le président-rapporteur. »

Cette observation a jeté un froid naturel.

Les corrections ont été faites au rapport, qui constatera également que la commission s'était prononcée contre la dissolution et le renouvellement partiel à la majorité de 10 voix contre 9.

L'AMNISTIE

La commission chargée de l'examen de la proposition de MM. de Pressensé, Laboulaye, et plusieurs de leurs collègues, relative à l'élargissement d'une catégorie d'individus poursuivis ou condamnés à la suite de l'insurrection, a tenu cette après-midi une séance fort intéressante.

Elle a reçu, sous forme d'amendement, la proposition de MM. Brisson et Louis Blanc demandant une amnistie complète pour les actes qui ont suivi le 18 mars, excepté en ce qui concerne les crimes de droit commun.

C'est à tort qu'on a dit que M. de Pressensé et ses collègues avaient retiré leur proposition. Ce projet d'amnistie, qui fut présenté il y a trois mois, à l'époque où il se trouvait environ 25,000 prisonniers à juger, n'était plus applicable maintenant qu'il ne reste que 6,000 détenus, à l'égard desquels l'instruction est terminée et qui sont presque tous inculpés de crimes de droit commun. On s'est préoccupé alors de transformer la proposition de façon qu'on ne puisse rien objecter à son application. Ainsi, dans la séance de ce jour, M. Laboulaye s'est surtout attaché à solliciter une amnistie mettant à l'abri de poursuites ultérieures ceux des insurgés renvoyés à la suite d'ordonnances de non-lieu, et protégeant également ceux qui, sans avoir été mis en état d'arrestation, pourraient être inquiétés de nouveau pour participation à l'insurrection.

MM. de Pressensé, Eugène Pelletan et de Ventavon ont, eux aussi, insisté énergiquement sur la nécessité d'accorder une amnistie à diverses catégories des individus poursuivis ou condamnés à raison de l'insurrection du 18 mars.

M. le comte de Bastard s'est élevé contre l'opportunité du projet. Il estime que la commission, avant de se décider en faveur de tel ou tel système, doit attendre que le vaste procès qui se continue chaque jour devant les divers conseils de guerre soit entièrement achevé.

Aucune résolution n'a été prise par la commission.

PROJET DE LOI CONTRE L'INTERNATIONALE

La commission chargée d'examiner le projet de loi gouvernemental ayant pour objet d'établir des peines contre les affiliés à l'Association internationale des travailleurs, projet sur lequel l'urgence a été déclarée, a par l'organe de M. Sazas, déposé son rapport. La commission a amendé sur plusieurs points le projet primitif du gouvernement. Elle en a notamment distrait, pour en faire ultérieurement l'objet d'un projet spécial, les dispositions dirigées contre les manœuvres ayant pour but de soustraire à la souveraineté nationale française les territoires de la Savoie et du comté de Nice. Voici d'ailleurs le projet de la commission :

Art. 1^{er}. — Toute association internationale qui, sous quelque dénomination que ce soit et notamment sous celle d'Association internationale des Travailleurs, aura pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie ou des cultes reconnus par l'Etat, constituera, par le seul fait de son existence, et de ses ramifications sur le territoire français, un attentat contre la paix publique.

Art. 2. — Tout Français qui, après la promulgation de la présente loi, s'affiliera ou restera affilié à l'Association internationale des Travailleurs ou à toute autre association ayant pour objet la suspension du travail, le droit de propriété, de la famille, de la patrie ou des cultes reconnus par l'Etat, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 à 1,000 fr. Il sera en outre privé de tous ses droits civiques, civils et de famille énumérés dans l'article 12 du Code pénal.

Art. 3. — La peine de l'emprisonnement pourra être élevée à cinq ans, et celle de l'amende à 2,000 fr., à l'égard de ceux qui auront accepté une fonction dans une de ces associations ou qui auront sciemment concouru à son développement, soit en recevant ou en provoquant à son profit des souscriptions, soit en lui procurant des adhésions collectives ou individuelles, soit enfin en propagant ses doctrines, sous quelque forme que ce soit, par la voie de la presse, ou autrement.

Art. 4. — Seront punis de un à six mois de prison et d'une amende de 50 à 500 fr. ceux qui auront organisé ou organisé un local pour une ou plusieurs réunions d'une partie ou section quelconque des associations susmentionnées, le tout sans préjudice des peines plus graves applicables, en conformité du code pénal, aux crimes et délits de toute nature dont auront pu se rendre coupables, soit comme auteurs principaux, soit comme auteurs secondaires, ceux qui ont été faits mention dans la présente loi.

Art. 5. — L'article 163 du code pénal pourra être appliqué, quant aux peines de la prison et de l'amende prononcées par les articles qui précèdent.

Art. 6. — Les dispositions du code pénal et celles des lois antérieures auxquelles sont soumis les citoyens de la République continueront de recevoir leur exécution.

Art. 7. — La présente loi sera publiée et affichée dans toutes les communes.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Présidence de M. Vautrain.

Séance du 19 février 1872

L'ordre du jour appelle la discussion sur la convention à passer avec le Cercle des Patineurs, pour la remise en état des lieux qu'il occupe au bois de Boulogne.

M. Raynal, au nom de la septième commission, propose d'approuver le devis des travaux à exécuter, s'élevant à la somme de 19,933 fr., et d'autoriser M. le préfet à consentir en faveur de ce Cercle la remise des termes de payer du 1^{er} juillet 1870 au 31 mars 1871, sous la condition, par cette Société, de justifier de l'exécution et du paiement desdits travaux.

M. Ranc s'élève contre ce cercle aristocratique ne puisse payer son loyer.

M. Raynal répond que le Club des Patineurs se trouve dans la position de tout locataire privé pendant neuf mois de la jouissance de sa location. M. le préfet fait observer que c'est une compensation et non un dégrèvement que demande le Cercle des Patineurs, qui offre de rétablir à ses frais, en se couvrant avec le prix des loyers, les locaux détruits pendant la guerre.

M. Ohnet fait remarquer que la Ville serait tenue, comme propriétaire, de faire les réparations que le Cercle prend à sa charge, en demandant seulement à se rembourser sur le prix de ses loyers.

Le conseil accorde au Cercle des Patineurs la remise proposée, à la condition que ledit Cercle prendra à sa charge les 19,933 fr. de travaux à exécuter, sauf pour lui à se rembourser avec le prix des loyers.

M. Tresselt fait, au nom de la commission spéciale des anciens comptes, un rapport sur la question du contrôle des caisses de la Ville par l'inspection des finances.

La commission étant complètement d'accord avec M. le préfet, qui s'est rendu dans son sein et avec lequel elle a étudié la question, n'a pas, en l'état, de résolution à proposer; elle croit qu'il n'y a qu'à considérer l'accord et à en rapporter à M. le préfet pour la suite à donner à la question.

M. le préfet dit qu'en effet il est d'accord avec la commission en ce qui concerne le contrôle du service des caisses de la ville par l'inspection des finances; il s'est entendu avec M. le ministre des finances pour que les caisses de la Ville soient désormais comprises par l'inspection dans la tournée d'inspection et des envois.

M. Allain-Targé appelle l'attention de l'administration sur un pamphlet distribué dans un grand nombre d'établissements congréganistes à l'occasion des prix, intitulé : *Lettre d'un maître d'école à M. le ministre de l'instruction publique*. Ce pamphlet traite à un point de vue exclusif de questions politiques qui devraient rester étrangères à l'enseignement primaire.

M. Gréard, directeur de l'enseignement primaire, répond qu'il fera faire une enquête sur ce fait.

Les distributions de récompenses trimestrielles se font ordinairement en présence des membres de la délégation cantonale, qui n'aurait évidemment pas approuvé la distribution d'un livret non autorisé par l'autorité supérieure.

L'orateur pense que le fait dont se plaint M. Allain-Targé est isolé.

M. Ohnet fait un rapport, au nom de la troisième commission, sur le déplacement de quelques stations de voitures de place; il propose que les stations de la rue Chateaubriand, de la rue de la Grange-Batelière, le long de l'une des façades de l'hôtel des Ventes, — Adopté.

M. Ferré demande le déplacement de la station de voitures établie rue des Quatre-Fils, le long du bâtiment des Archives nationales, et la démolition d'un mur appartenant à l'Etat et qui rétrécit trop la largeur de cette rue.

M. le directeur des travaux répond que le déplacement d'une station de voitures est toujours très difficile au point de vue pratique; chacun voudrait avoir une station à proximité de son domicile, mais personne ne veut l'avoir devant chez soi. Quant au mur, il ne menace pas ruine, et l'administration municipale ne peut en demander la démolition à l'Etat.

M. Riant demande qu'on établisse des urinoirs dans cette rue.

M. Ohnet demande qu'aux stations de voitures les joints des pavés soient enduits de bitume, afin d'éviter que les eaux ne s'écoulent dans le fût des urinoirs et ne répandent de mauvaises odeurs.

M. Rigaud demande la prompt installation, dans un local convenable, d'une école laïque de jeunes filles qui s'est fondée dans le quartier Monceau pendant le siège et qui a été depuis communalisée.

M. le préfet répond que l'affaire s'instruit et sera prochainement soumise au conseil.

Sur le rapport de M. Hérisson, le conseil émet un avis favorable à l'acceptation du legs fait à l'administration de l'Assistance publique par Mme veuve Zimmermann.

M. Maublane fait un rapport sur les dépenses de la préfecture de police.

M. le directeur des travaux fait un rapport sur le crédit de 300,000 fr., s'élevant à 300,000 fr., est adopté.

On passe au paragraphe 6, chapitre XX, montant à 1 million 205,894 fr. 60 c. M. le rapporteur appelle l'attention du conseil sur l'article 1^{er} de ce chapitre, s'élevant à 1,200 fr. pour le paiement de frais du conseil de révision. La facture du sieur Douzié, gendarme, d'après le mois de la fin 1870, comprend des fournitures difficiles à justifier.

M. le secrétaire général fournit quelques explications à ce sujet.

M. le préfet répond qu'il fera faire une enquête sur le fait signalé par M. Maublane.

Le § 6 du chapitre XX est fixé au total de 1 million 205,894 fr. 60 c.

Sur le rapport de M. Denizot, une diminution de 141,000 fr. est votée au chapitre XI du budget rectificatif de 1871, pour expédition d'actes de l'état civil.

Passant à l'examen du budget de 1872, M. Riant propose à l'article 1^{er}, chapitre VI, l'adoption du crédit de 80,000 fr. pour frais de recrutement.

Le crédit de 500 fr., article 12, chapitre XV, pour la commission de statistique de Paris, est rejeté.

A l'article 13, la subvention de 18,000 fr. à la Caisse d'épargne est accordée, sous la réserve que l'opportunité de ce crédit sera discutée à l'occasion du budget de 1873.

Le chapitre XIX, s'élevant à 115,579 fr. et comprenant les remboursements par annuités dues par les fabricants à la Ville pour réparations ou construction d'églises, est adopté.

M. Gille examine le chapitre VII relatif aux cultes.

Il propose, au nom de la commission n° 2, le vote des crédits suivants :

Loyers des églises et presbytères n'appartenant pas à la Ville.....	41.571 fr.
Indemnités de logement aux curés et desservants sans presbytère.....	31.200
Indemnités de logement aux aumôniers des hospices.....	9.900
Supplément de traitement et indemnités de logement aux pasteurs protestants.....	78.500
Supplément de traitement et indemnité de logement aux rabbins.....	12.500
Emploi de legs pour le service du culte.....	115
Total.....	173.786 fr.

MM. Clémenceau et Ranc demandent l'impression du rapport.

Après quelques observations de MM. Clémenceau, Ranc, Saglier, Marmontin, Rondelet et Tranchant, l'impression du rapport est décidée, et la discussion de ses conclusions est renvoyée à une séance ultérieure.

LES ACTES OFFICIELS

Les électeurs du canton de Compiègne (Oise) sont convoqués pour le dimanche 10 mars prochain, à l'effet d'élire leur représentant au conseil général.

cet assassinat à quelque chose de plausible ! Si ce n'est pas pour avoir fait la cour à une femme; si l'on n'a pas là-dessus une de ces causes secrètes qui arment la vengeance, qu'est-ce donc ? le vol ? On me disait, il n'y a qu'un instant, qu'il n'y a jamais eu de voleurs dans cette province.

Monsieur Jacques, reprit Dominique, j'ajoute que le capitaine avait dans sa poche un porte-monnaie en cuir de Russie. Or, ce porte-monnaie, je l'ai retrouvé dans la poche de son frac, et il était suffisamment pourvu de pièces d'or, comme de contenu. M. le capitaine, jeune, aimable, de bonne humeur, ne craignant pas de s'approcher d'une table de jeu, ne sortait jamais sans avoir au moins quinze louis sur lui. Quand nous rentrerons à la Tremblaye, vous verrez bien qu'il a toujours cette même somme.

Si l'on n'a pas de vengeance, si l'on n'a pas d'amour, si l'on n'a pas de vol dans cette ténébreuse histoire, qu'y a-t-il donc ? répétait Jacques. C'est à se cogner la tête contre un roc.

Les juges sauront bien y voir clair, monsieur, dit un des hommes de l'escouade.

Cependant la patrouille, enhardie par une première découverte, marchait toujours à travers la forêt. Les domestiques, guidés par leur maître, cherchaient avec l'attention la plus rigoureuse à se mettre sur le sentier menant qu'avaient dû suivre le malheureux Horace et son cheval en revenant au logis.

On tâtonnait, on hésitait; mais l'orage s'élevant tout à fait évanouit, la lune illuminait enfin les clairières du bois et permettait peu à peu de distinguer les objets avec plus de netteté.

A une petite distance de l'endroit où l'on avait rencontré l'anneau brisé, la scène changeait brusquement et avait quelque chose de tout particulier.

En y regardant avec un peu d'attention, on devinait aisément qu'une lutte avait dû se produire dans cette partie du bois.

PRIVILEGE DES PROPRIETAIRES EN MATIERE DE FAILLITES

Modification des articles 450 et 550 du code de commerce

L'Assemblée nationale a adopté, Le président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Les articles 450 et 550 du code de commerce sont modifiés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 450. — Les syndics auront, pour les baux des immeubles affectés à l'industrie ou au commerce du failli, y compris les locaux dépendant de ces immeubles et servant à l'habitation du failli et de sa famille, huit jours à partir de l'expiration du délai accordé par l'article 452 du Code de commerce, aux créanciers domiciliés en France, pour la vérification de leurs créances, pendant lesquels ils pourront notifier au propriétaire leur intention de continuer le bail, à la charge de satisfaire à toutes les obligations du locataire.

Cette notification ne pourra avoir lieu qu'avec l'autorisation du juge-commissaire et le failli entendu.

Jusqu'à l'expiration de ces huit jours, toutes voies d'exécution sur les effets mobiliers du failli servant à l'exploitation du commerce ou de l'industrie du failli, et toutes actions en résiliation du bail seront suspendues, sans préjudice de toutes mesures conservatoires et du droit qui serait acquis au propriétaire de reprendre possession des lieux loués. — Dans ce cas, la suspension des voies d'exécution établie au présent article cessera de plein droit.

Le bailleur devra, dans les quinze jours qui suivront la notification qui lui sera faite par les syndics, former sa demande en résiliation.

Faute par lui de l'avoir formée dans ledit délai, il sera réputé avoir renoncé à se prévaloir des causes de résiliation déjà existantes à son profit.

Art. 550. — L'article 2102 du code civil est ainsi modifié à l'égard de la faillite :

Si le bail est résilié, le propriétaire d'immeubles affectés à l'industrie ou au commerce du failli, aura privilège pour les deux dernières années de location des locaux affectés au commerce du failli, pour l'année courante pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et être alloués par les tribunaux.

Aus cas de non-résiliation, le bailleur, une fois payé de tous les loyers échus, ne pourra pas exiger le paiement des loyers échus avant le jugement déclaratif de faillite, pour l'année courante pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et être alloués par les tribunaux.

Le bailleur devra, dans les quinze jours qui suivront la notification qui lui sera faite par les syndics, former sa demande en résiliation.

Faute par lui de l'avoir formée dans ledit délai, il sera réputé avoir renoncé à se prévaloir des causes de résiliation déjà existantes à son profit.

Art. 550. — L'article 2102 du code civil est ainsi modifié à l'égard de la faillite :

Si le bail est résilié, le propriétaire d'immeubles affectés à l'industrie ou au commerce du failli, aura privilège pour les deux dernières années de location des locaux affectés au commerce du failli, pour l'année courante pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et être alloués par les tribunaux.

Aus cas de non-résiliation, le bailleur, une fois payé de tous les loyers échus, ne pourra pas exiger le paiement des loyers échus avant le jugement déclaratif de faillite, pour l'année courante pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et être alloués par les tribunaux.

Le bailleur devra, dans les quinze jours qui suivront la notification qui lui sera faite par les syndics, former sa demande en résiliation.

Faute par lui de l'avoir formée dans ledit délai, il sera réputé avoir renoncé à se prévaloir des causes de résiliation déjà existantes à son profit.

Art. 550. — L'article 2102 du code civil est ainsi modifié à l'égard de la faillite :

Si le bail est résilié, le propriétaire d'immeubles affectés à l'industrie ou au commerce du failli, aura privilège pour les deux dernières années de location des locaux affectés au commerce du failli, pour l'année courante pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et être alloués par les tribunaux.

Aus cas de non-résiliation, le bailleur, une fois payé de tous les loyers échus, ne pourra pas exiger le paiement des loyers échus avant le jugement déclaratif de faillite, pour l'année courante pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et être alloués par les tribunaux.

Le bailleur devra, dans les quinze jours qui suivront la notification qui lui sera faite par les syndics, former sa demande en résiliation.

Faute par lui de l'avoir formée dans ledit délai, il sera réputé avoir renoncé à se prévaloir des causes de résiliation déjà existantes à son profit.

Art. 550. — L'article 2102 du code civil est ainsi modifié à l'égard de la faillite :

Si le bail est résilié, le propriétaire d'immeubles affectés à l'industrie ou au commerce du failli, aura privilège pour les deux dernières années de location des locaux affectés au commerce du failli, pour l'année courante pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et être alloués par les tribunaux.

Aus cas de non-résiliation, le bailleur, une fois payé de tous les loyers échus, ne pourra pas exiger le paiement des loyers échus avant le jugement déclaratif de faillite, pour l'année courante pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et être alloués par les tribunaux.

Le bailleur devra, dans les quinze jours qui suivront la notification qui lui sera faite par les syndics, former sa demande en résiliation.

Faute par lui de l'avoir formée dans ledit délai, il sera réputé avoir renoncé à se prévaloir des causes de résiliation déjà existantes à son profit.

Art. 550. — L'article 2102 du code civil est ainsi modifié à l'égard de la faillite :

Si le bail est résilié, le propriétaire d'immeubles affectés à l'industrie ou au commerce du failli, aura privilège pour les deux dernières années de location des locaux affectés au commerce du failli, pour l'année courante pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et être alloués par les tribunaux.

Aus cas de non-résiliation, le bailleur, une fois payé de tous les loyers échus, ne pourra pas exiger le paiement des loyers échus avant le jugement déclaratif de faillite, pour l'année courante pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et être alloués par les tribunaux.

Le bailleur devra, dans les quinze jours qui suivront la notification qui lui sera faite par les syndics, former sa demande en résiliation.

Faute par lui de l'av

aller au Parlement. Ce sont les lites des Parlements contre l'administration qui ont fait naître ces conflits de toutes sortes, si contraires à la protection générale des citoyens.

Ce principe de la séparation des pouvoirs, il ne faut pas l'abandonner, et je crois que le moment n'est pas venu d'en agiter la discussion, alors surtout qu'on ne sait pas sur quelles bases définitives le pouvoir sera organisé.

Il n'est pas possible de créer un conseil d'Etat qui s'adapte indifféremment à la monarchie ou à la République.

Cette institution doit être en harmonie parfaite avec le pouvoir central. Croyez-vous donc qu'une monarchie traditionnelle ou une monarchie renouvelée et consentie, comme celle de 1830, s'accommoderait d'un conseil d'Etat électif qui lui viendrait pas plus loin sur ce sujet; il ne suffirait d'attirer votre attention sur ce qu'il y a de contradictoire et de périlleux dans le fait d'organiser une institution en l'air.

Et la République, qui ne peut se pratiquer que par le concours et le dévouement de tous, qui ne peut être un gouvernement qu'à la condition d'assurer l'ordre au dedans et de relever la France au dehors, croyez-vous qu'elle puisse se contenter de se prononcer d'un conseil d'Etat qui n'est qu'un organe sans action, sans influence, sans qu'on présente comme une deuxième Chambre hybride, comme la fausse monnaie d'une Chambre haute?

A quelque côté de la Chambre qu'on appartienne, tout le monde sera d'accord sur la nécessité de réserver une pareille question. La logique, c'est d'organiser d'abord un pouvoir, ensuite vous lui donnerez des institutions adéquates.

En vertu de ces considérations, je demande qu'il ne soit pas passé à une seconde lecture.

Je termine par un mot : Déjà une commission provisoire a été nommée; si elle est insuffisante, qu'on la complète par une délégation de l'Assemblée. Pour ceux qui ont vu cette commission fonctionner, il n'y a aucun doute sur la manière scrupuleuse et laborieuse dont jusqu'ici elle s'est acquittée de sa tâche. (Approbation sur un grand nombre de bancs.)

M. Balthé, rapporteur, insiste sur la nécessité d'organiser un conseil d'Etat qui s'occupe de terminer les affaires administratives en souffrance et d'aider à la préparation des projets de loi.

Après quelques observations de M. Raudot, qui insiste sur ce point que le rétablissement du conseil d'Etat c'est le retour à la centralisation, M. le garde des sceaux, ministre de la justice, a la parole.

Le gouvernement, dit-il, ne s'est trouvé en désaccord avec la commission que sur le mode de nomination des conseillers d'Etat. Cette question pourra être longuement discutée lors d'une deuxième délibération.

Il demande en conséquence que l'Assemblée se prononce en faveur d'une deuxième lecture, en appuyant sur la nécessité et l'urgence de la création d'un conseil d'Etat à la place de la commission provisoire qui, certes, dont le nombre est très restreint, et qui d'ailleurs, aux termes du décret qui l'a instituée, n'a pas des attributions suffisantes. (Aux voix! aux voix!)

La Chambre décide qu'il sera passé à une deuxième lecture.

Dépôt de projets de loi.

M. le ministre des finances dépose plusieurs projets de loi :

Le premier, concernant l'octroi de Gisors (renvoi à la commission des intérêts locaux).

Le deuxième, relatif à certaines taxes d'enregistrement.

Le troisième, relatif à la répression de la fraude sur les spiritueux.

Le quatrième, concernant la fabrication des liqueurs.

Le cinquième enfin, concernant des modifications sur la première classe des patentes.

L'urgence est prononcée sur ces divers projets.

de loi, et ils sont renvoyés à la commission du budget.

Modification à un article du code pénal.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de M. Voisin et plusieurs de ses collègues ayant pour objet d'ajouter à l'article 405 du code pénal un paragraphe concernant les escroqueries commises au préjudice des restaurateurs et des amburgeurs.

La proposition est prise en considération.

Dépôts de rapports.

M. Boyer dépose un rapport sur la proposition de M. Scholcher, relative à l'abolition de la peine de mort en toute matière.

La commission conclut au rejet de la prise en considération.

M. de Melun dépose un rapport sur le projet de loi relatif à l'organisation des établissements charitables et sur les propositions traitant de sujets analogues.

Ces deux rapports seront imprimés et distribués.

Ordre du jour de la séance de demain.

A deux heures, séance publique.

Scrutin pour l'élection de trois questeurs.

Suite de l'ordre du jour.

La séance est levée.

ECHOS DE PARTOUT

C'est à tort que plusieurs journaux ont annoncé que la blessure du prince de Bauffremont n'avait aucun caractère de gravité. M. de Bauffremont a reçu au côté d'un coup d'épée qui, de l'avis des médecins, n'a pas permis la continuation du combat.

Le duel a eu lieu, non pas à Montretout, mais à la Celle-Saint-Cloud.

Rectifications encore un erreur pendant que nous sommes en train. Il est inexact que M. le prince Bibesco ait été aide de camp du général Trochu pendant le siège de Paris.

Le prince Georges Bibesco était aide de camp du général Douai, et c'est à Sedan qu'il a été fait prisonnier.

Le prince Bibesco appartient à une des plus nobles familles de Valachie. Il est le fils cadet de l'ancien hospodar de ce nom.

Bien avant que les premiers journaux du matin aient paru, il est d'usage immémorial que le préfet de police ait sous les yeux, à son lever, le premier compte rendu de la représentation de la veille. Pour cela, un officier de paix, dans les attributions duquel rentrent tout spécialement les théâtres, assiste à la représentation, et le soir essaie de traduire ses propres impressions à lui, et d'analyser la pièce. Nous avons déjà lu plusieurs de ces critiques théâtrales, et à part les imperfections de détail et de style que ne peut éviter celui qui n'écrit qu'accidentellement, il est bien rare que l'appréciation de la pièce ne soit d'une justesse rigoureuse.

Ce chroniqueur d'un nouveau genre en tire même l'horoscope. Nous avons lu bien souvent : Cette pièce aura trente, quarante, cent représentations, et il est rare qu'il se soit trompé. Une sorte de tact particulier, basé un peu sur la physiognomie de la salle des premières représentations, un peu sur son goût à lui, permet au feuilletoniste de la préfecture de rendre sur chaque pièce une sentence

qui est presque toujours confirmée par le public. Ce matin, comme d'habitude, M. Léon Renaud, qui assistait cependant à la représentation de *Ruy-Blas*, a eu sous les yeux, à l'heure habituelle, le compte rendu de la pièce.

MM. Vacquerie et Maurice ont passé toute la journée d'hier à l'Odéon, faisant l'inspection des costumes.

M. Maurice, n'ayant pas de femme de chambre sous la main, a même recouru un bouton au poutpout de Don Salustio.

Surpris dans cette opération par M. Gefroy :

— Ce n'est pas pour vous que je travaille, fit-il d'un air horriblement humilié... c'est pour lui.

C'est le 25 courant, qu'auront lieu les courses de Porchefontaine.

Pendant les deux sièges, la piste a servi de terrain de campement à plusieurs divisions prussiennes ou françaises.

Le génie a tellement remué le sol, que des tranchées importantes ont dû être exécutées pour remettre la piste en état.

Le nombre de chevaux engagés promet des courses brillantes.

C'est demain, 21 février, la fête des brandons; mais qui connaît aujourd'hui la fête des brandons? Autrefois, c'était une réjouissance générale dans toutes nos provinces. Les habitants des villages allumaient des feux de joie sur la place publique autour desquels les jeunes gens allaient danser des rondes; puis, chacun prenait une torche ou un brandon, et on faisait le tour des jardins et des enclos en chantant des cantiques.

Cette coutume, reste défigurée des mœurs du paganisme, n'existe presque plus en France, et ce n'est que dans quelques bourgs du Dauphiné, que l'on peut voir encore, le soir du 21 février, les habitants danser des farandoles en tenant à la main des tisons enflammés.

Grande réception hier à l'Archevêché, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 127.

Mgr l'archevêque de Paris a reçu tous les prélats de passage à Paris : Mgr Duquesnay, qui devait partir le soir même pour prendre possession de son nouveau siège; toutes les notabilités du clergé parisien et un grand nombre de dames patronesses pour l'œuvre de la libération du territoire.

La réception, commencée à trois heures, s'est terminée à cinq.

Vous souvenez-vous de M. J. Blé, le propriétaire du café de l'Opéra, qui a fermé boutique il y a deux ou trois mois?

M. Blé, qui ne se décourage pas facilement, vient de fonder un grand restaurant français à Londres, sous le nom de Maison-Dorée, Glasshouse-street.

C'est le baron Brisse qui dresse les menus et préside la table d'hôte.

Un appétit bien extravagant est celui du jeune Florentin Capilani, qui vient d'avaler... une fourchette en métal blanc. L'extraordi-

naire de la chose, c'est qu'il n'en souffre que très modérément.

A quand le convert complet?

Entre bourgeois.

— Eh bien!... X... vient de sauter! Voilà longtemps qu'il tripotait. Quelle franchise canaille!!

— Franche? Jamais de la vie!

DON SPAYVENTO.

LES THEATRES

Hier, dès midi, ainsi que nous le disons plus haut, la queue se formait aux abords de l'Odéon, pour la première représentation de *Ruy-Blas*.

Songez donc : Gambetta devait venir, disait-on, dans cette foule, ainsi que Thiers et le duc d'Aumale. On avait préparé une ovation au dictateur, etc., etc.

Aucun des personnages attendus n'a paru à l'Odéon. Au lieu de Gambetta, nous avons eu M. Floquet, qui, quoique placé juste au milieu du balcon, n'a été l'objet d'aucune manifestation.

Cette représentation, qu'on prévoyait si tumultueuse, s'est passée tranquillement, presque froidement.

Sans vouloir empiéter sur le domaine de notre excellent confrère Laforest, nous pouvons dire que le succès a été pour M. Gefroy, l'ancien sociétaire de la Comédie-Française. Il a joué le personnage de Don Salustio avec cette autorité qui fait seule les grands artistes. M. Lafontaine a eu quelques bons mouvements et a mérité sa part dans les applaudissements. Quant à Mélingue, le grand Mélingue, il n'a pas été heureux dans le personnage de Don César de Bazan.

Somme toute, cette première de *Ruy-Blas*, tant attendue, n'a été troublée par aucun incident digne d'être rapporté.

Il était vraiment bien inutile de déployer aux abords de l'Odéon un pareil luxe d'agents de police, qui gênaient la circulation et rendaient l'accès du théâtre presque impossible aux personnes munies de billets.

Aux Variétés, les répétitions du *Corsaire noir* sont suspendues. On s'y occupe d'une reprise de *Barbe-Bleue*, avec M^{lle} Schneider dans le rôle de Boulotte qu'elle a créé.

La *diva* revient de Saint-Petersbourg, où elle a remporté des succès considérables. A l'une de ses dernières représentations, elle a été rappelée vingt-huit fois.

Au théâtre du Château-d'Eau, samedi, 24 courant, représentation extraordinaire au bénéfice d'Hittemann, avec le concours des artistes des Variétés, du Palais-Royal réunis aux artistes du Château-d'Eau.

La revue *Qui veut voir la Lune?* n'aura plus qu'un nombre restreint de représentations. Au premier jour doit lui succéder le drame de M. Cadot, dans lequel M. Taillade a, dit-on, plusieurs scènes fort remarquables.

L'ancien théâtre impérial de Vienne vient d'être vendu, pour la somme de 250,000 francs, à M. Hopper, négociant.

Finissons par une nouvelle qui va combler de joie les amis de la décentralisation littéraire et musicale.

L'*Africain*, opéra en cinq actes, du regretté Simonot qui est mort sans avoir eu la suprême consolation de voir représenter une œuvre à laquelle il avait consacré sa vie entière, est joué pour la première fois, ce soir, 20 février — Cette date comptera dans les éphémérides de l'art — au théâtre des Nouveautés, 60, faubourg Saint-Martin.

Jennius.

Le Syndicat de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, certain d'être l'interprète des sentiments patriotiques de tous les sociétaires.

Décide qu'il sera fait abandon des droits d'auteur afférents à ladite Société pour toutes représentations, tous concerts et bals, exclusivement et entièrement donnés au profit de l'œuvre nationale de la libération du territoire.

Les membres du Syndicat : MM. J. Colombier, S. Dufour, Gourdon de Genouillac, P. Henrich, E. Heu, Ch. Lecoq, Le Bailly, A. Mayer, Ch. Moreau, A. Philibert.

(Extrait du procès-verbal de la séance du 8 février 1872.)

Thomas SAUVAGE, président.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 20 février 1872.

Céréales.

Point de changement dans la situation.

Farines de consommation.

La vente est toujours laborieuse et difficile. Les cours restent nominaux de 70 à 75 fr.

Choix et marques D, 75 fr. — Bonnes marques, 73 fr. à 75 fr. — Sortes courantes et ordinaires, 70 fr. à 72 fr.

Farines de commerce.

Il ne se traite presque rien. Les affaires sont difficiles. Les cours quoiqu'irréguliers, marchent à une baisse sensible.

Farines huit marques.

Dispon., 72 50. — Cour. du mois, 72 50 — 2 prochains, 72 50 — 4 chaudières, 72 50.

Farines supérieures.

Dispon., 70 50. — Cour. du mois, 70 50. — 2 prochains, 71 fr. — 4 de mai, 71 fr.

Huile de colza.

L'huile de colza est calme. Néanmoins on a pu constater quelques offres.

Dispon., 103 25. — Cour. du mois, 103 25 — 2 prochains, 103 50. — 4 de mai, 102 fr. — 4 de mai, 99 50.

Huile de lin.

L'huile de lin n'a trouvé que des offres à la cote. Marché faible.

Dispon., 96 50. — Cour. du mois, 96 50. — 2 prochains, 97 fr. — 4 de mai, 98.

Fermes.

Disponibles et cour., 56 50. — 2 prochains 56 50. — 4 de mai, 60 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

88° alcoolométriques, 68 50 à 70 fr. — Blanc n° 3, 78 fr. à 80 fr. — Raffinés, suivant mérites, 155 fr. à 157 fr.

OBLIGATIONS VIAGÈRES
PRODUISANT 10, 15, 20 0/0 DU CAPITAL VERSÉ

Emises par

LE CRÉDIT VIAGER

Anciennement l'Impériale

Secrètes 20 mars 1854, 26 mai 1869, 16 nov. 1870

GARANTIES

CAPITAL SOCIAL, IMMEUBLES, RENTES, OBLIGATIONS : 15 MILLIONS.

De tous les placements, c'est un des plus sûrs, des plus productifs. Il accroit les ressources du présent, garantit l'avenir et constitue, jusqu'à la fin de la vie, le revenu plus élevé à l'abri de toutes les éventualités.

SERVICE DES INTÉRÊTS

Les intérêts sont payés par semestre, sur coupon, au porteur, au siège de la Compagnie, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 19; dans les départements; dans toutes les agences de la Compagnie.

Envoyer avec la demande un bulletin indiquant la date exacte de naissance.

19, rue Louis-le-Grand

AUTRES OPÉRATIONS DE LA C^e

CAISSE DES HÉRITAGES, PRÊTS VIAGERS, ETC.

AVIS AUX

OBLIGATAIRES DE LA C^e IMMOBILIÈRE

Les porteurs d'obligations de la Compagnie Immobilière sont prévenus qu'un syndicat est constitué à l'effet d'obtenir une garantie hypothécaire, ou, en cas de refus, de poursuivre par toutes voies de droit le remboursement de leurs créances. — S'adresser à M. DERUELLE, n° 23, rue des Bons-Enfants, de trois à cinq heures.

A CHOISIR 100,000 d'ont de mouchoirs pur fil, C^e Irlandaise, 36, rue Tronchet. — Spécialité.

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

PHARMACIE NORMALE, r. Drouot, 15, PARIS

CESSATIONS DE PAYEMENTS

Jugements du 16 février 1872.

HAMBURGER (Isidore), bijoutier, demeurant à Paris, passage des Panoramas, 6.

JULIEN (Jean-Baptiste-Ambroise), fabricant de métal anglais, demeurant à Paris, rue des Gravilliers, 16.

ANJOUBAULT (Michel), ancien marchand de vin à Paris, rue du Temple, 60, y demeurant.

DECAUX (Charles-Jules-François), marchand de laines, demeurant à Paris, rue Greneta, 53.

TOUTAN (Louis-Xavier), épicer, demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, 33.

MÉTÉNIER (Jules-Jean), mercier, demeurant à Paris, boulevard Saint-Michel, 61.

LECHEVRE (Edmond-Michel), marchand de meubles et tapissier, demeurant à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, 170.

LORY (Edmond-Constant-Etienne), fabricant de vernis, demeurant à Paris, rue Turbigo, 11.

1^{er} DUPIC (Albert-Joseph-Quantin), demeurant à Enghien (Seine-et-Oise), rue du Départ, 14.

2^e Dame DUPIC (Cornélie-Octavie Corne), femme autorisée de Lyonel-Joseph-Antoine Dupic, demeurant à Paris, rue du Caire, 21, associés de fait sous la raison Dupic et Corne, pour le commerce de plumes et fleurs, à Paris, rue du Caire, 21.

Pommades NAHON depuis 1806

LES GOUTTES JAPONAISES calmant à

le MAL DE DENTS le plus aigu et en empêchant le retour en détruisant la carie. — Pharmacie CAYLUS, carrefour Odéon, 10, Paris, et les pharm.

NOUVEAU TRAITEMENT

des maladies contagieuses, écoulements récents ou anciens, ulcères, rétractions d'urine et d'artères, reconnus le premier, efficace et le plus prompt. (Expériences comparatives faites tout récemment.)

Consult. gratuit, de midi à 7 h. et par correspondance du D^r RECHENET, méd. de la Fac. de Paris, membre de plusieurs sociétés scientifiques.

A Paris, rue Commines, 15, (près le cirque d'hiver).

EXPOSITION UNIVERSELLE 1867

EAU DES FÈES

rien à craindre dans l'emploi de cette Eau merveilleuse dont Madame SARAH FÉLIX s'est faite la propagatrice.

Entreprise générale, Paris 45, RUE RICHER

Dépôts chez les principaux coiffeurs et parfumeurs

Tarif des annonces de la LIBERTÉ

Annonces..... 1 fr. 50

Réclames..... 4 50

Faits Divers..... 7 50

PARIS. — IMP. SERRIERE ET C^e, RUE MONTMARTRE, 123

J. HETZEL et C^e, 18, rue Jacob, Paris

ROMANS NATIONAUX
1 beau vol. grand in-8